

À propos des attentats de Bruxelles

Jérôme Pellistrandi | Rédacteur en chef.

Les attentats qui ont endeuillé ce matin la Belgique sont l'amère constatation que la menace du terrorisme islamiste est plus que jamais une réalité avec une capacité de régénération quasi illimitée, en dépit des coups sévères portés depuis plusieurs mois contre *Daech*. À peine l'arrestation du dernier survivant des attaques de novembre 2015 de Paris et de Saint-Denis a-t-elle eu lieu que la réplique sanglante a été lancée. *Daech*, telle l'hydre, a donc une capacité de frappe impressionnante disposant de réserves, en hommes, en armes et en cibles potentielles, alors même que les autorités belges n'avaient pas ménagé leurs efforts depuis plusieurs mois pour prévenir de telles attaques.

Et ce qui est arrivé aujourd'hui pourrait à nouveau se reproduire en France, ou chez un de nos partenaires européens, comme l'Allemagne. De plus, le mode opératoire avec la recherche d'un nombre élevé de victimes montre bien qu'il s'agit effectivement d'une guerre que les uns qualifieront d'hybride et les autres de globale. Même si le mot « guerre » avait disparu du vocabulaire européen depuis quelques années, à force de vouloir toucher les dividendes de la paix. Dans tous les cas, la mouvance terroriste n'a qu'un objectif : abattre notre système social et politique pour imposer le sien basé sur la *Charia*. Il est évident que la réponse à ces attaques est dès lors multiforme et complexe, entre les dimensions militaires, policières, judiciaires et politiques mais aussi sociétales, voire religieuses.

Mais il faut être également réaliste et considérer qu'il n'y a pas de dialogue possible avec un tel ennemi, qui dispose à la fois d'un territoire qu'il contrôle avec le soutien d'une partie de la population entre Syrie et Irak, de ressources financières – certes amoindries par des frappes aériennes sur les installations pétrolières et les camions-citernes exportant le pétrole –, de ressources humaines là-bas mais ici également, avec des réseaux de complicité et de soutien permettant à des terroristes recherchés par toutes les polices européennes de pouvoir vivre dans la clandestinité, même quatre mois.

Cela signifie le maintien de l'effort de guerre, en particulier en termes de ressources allouées aux armées et aux forces de sécurité, en considérant qu'il faut s'inscrire dans le temps long, c'est-à-dire en années. Tant que le Levant sera à feu et à sang sans un retour à une certaine normalité, il serait illusoire de croire que



l'on pourra baisser la garde. Cela signifie également un sursaut européen, avec l'impérieuse et urgente nécessité de redresser les budgets de la défense de nombreux pays pour déjà dépasser la barre des 1,5 % du PIB, sachant que la norme officiellement admise par les politiques est située à 2 %. À cet effet, il serait souhaitable que les instances européennes prennent conscience de ces enjeux de sécurité et admettent qu'il faille exclure des calculs du déficit les dépenses militaires. Là encore, il est nécessaire de comprendre que le déploiement de troupes comme cela est fait avec *Sentinelle* en France, et l'équivalent en Belgique, nécessite des effectifs, tant le risque d'usure des soldats est réel. Augmenter les effectifs n'est pas un luxe mais une nécessité vitale, à condition également de permettre aux soldats qui patrouillent d'apporter une réelle plus-value à l'effort sécuritaire, ce qui est la démarche actuelle voulue notamment pour nos forces grâce aux mesures récentes mises en œuvre.

En ce jour de deuil pour la Belgique, mais aussi pour l'Europe, la lucidité demeure essentielle pour comprendre que la lutte contre le terrorisme islamiste sera longue, difficile, mais qu'elle est vitale.